

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 24 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFM Recyclage

Rue de la Gare
49241 Avrillé

Références : EC-2023-202-INSP-AFM Recyclage-Avrillé (rue de la Gare)-RAP

Code AIOT : 0006302319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2023 dans l'établissement AFM Recyclage implanté Rue de la Gare BP 49 49240 Avrillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'est effectuée dans un contexte de plaintes d'un riverain adressées à l'inspection des installations classées (nuisances sonores, olfactives etc).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM Recyclage
- Rue de la Gare BP 49 49240 Avrillé
- Code AIOT : 0006302319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AFM Recyclage a été autorisée par arrêté préfectoral du 2 novembre 1976 pour l'exploitation d'une installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux. Cette activité a fait l'objet d'arrêtés préfectoraux complémentaires dont le dernier en date du 23 avril 2012 porte

sur la mise à jour du classement des installations du site. Ce site dispose également d'un agrément VHU (véhicules hors d'usage).

En 2019, la très grande majorité des activités du site rue de la Gare sur la commune d'Avrillé ont déménagé sur le site de la zone du Fléchet sur la commune d'Avrillé également.

Par ailleurs, dans le cadre d'une pollution historique notamment en solvants chlorés des eaux souterraines au droit du site, l'exploitant a missionné un bureau d'études pour réaliser les études historiques, diagnostic des milieux, l'interprétation de l'état des milieux et un plan de gestion. Dans ce cadre un premier arrêté préfectoral complémentaire a été pris le 9 juin 2021 pour imposer une surveillance des milieux et demander un plan de gestion. Ce plan de gestion a été transmis. Un nouvel arrêté préfectoral imposant des mesures de gestion (travaux de dépollution) a été pris dans ce sens le 10/01/23.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- nuisances sonores
- situation administrative
- moyens de lutte contre l'incendie
- gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
7	Gestion des déchets du site	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L541-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article L511-1 et R511-9	/	Sans objet
2	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 02/11/1976, article 2, points 11 et 12	/	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 06/05/2021, article 1	/	Sans objet
6	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté une activité résiduelle sur le site de découpe de métaux à l'aide d'une cisaille. Il a été demandé à l'exploitant de transmettre les derniers contrôles réalisés en matière d'émissions sonores, moyens de lutte contre l'incendie, rejets aqueux... Il lui appartient de transmettre l'ensemble des éléments sollicités.

D'autre part, le suivi des déchets est réalisé (registres renseignés). Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation d'un tas de déchets en mélange entreposés sur le site (déchets issus du tri des déchets de métaux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article L511-1 et R511-9
Thème(s) : Situation administrative, mise à jour de la situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R511-9 La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Article L511-1 Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. [...]</p>
Constats : Lors de la visite d'inspection réalisée sur le site, il a été constaté la présence d'une activité de découpe de métaux. La cisaille présente sur le site a été achetée en mai 2022 selon

l'exploitant. Les autres activités ont cessé (plus de découpage au chalumeau ni d'oxycoupe).
Observations : Selon, les constats effectués le jour de la visite (quantité de métaux et la présence d'une cisaille), il est demandé à l'exploitant de préciser la situation administrative du site en tenant compte de l'évolution des activités sur le site et l'évolution de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite, observations
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1976, article 2, points 11 et 12
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>11) Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-joint qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondants des niveaux acoustiques limites admissibles.</p> <p>En tout point des limites de propriété Zone à prédominance industrielle Niveau Limite en dBA : En période jour : 65dB(A) En période Intermédiaire : 60dB(A) En période de nuit : 55dB(A)</p> <p>12) L'Inspecteur des Etablissements Classés pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué que le dernier rapport de mesure des niveaux de bruit a été réalisé le 12/07/2021.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'activité bruyante était uniquement liée à la cisaille. L'exploitant a, par ailleurs, indiqué que les activités avaient lieu en jour uniquement entre les plages horaires suivantes : 8h-> 12h et 14h->17h avec des activités très réduites pendant les périodes de vacances de Noël et estivales.</p> <p>Il a également été observé la présence de merlons de terre autour de l'activité de découpe à la cisaille. Ces merlons ont été mis en place par l'exploitant afin de réduire les perceptions visuelles (et éventuellement sonores).</p>
<p>Observations : Les activités du site, selon leur classement, sont également soumises à des arrêtés ministériels applicables de plein droit qui fixent des valeurs limites en émergence.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de la dernière campagne de mesure des émissions sonores. Dans le cas d'une évolution significative des activités du site, une nouvelle campagne de mesure est à réaliser. Les résultats devront faire l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite, observations

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats : lors de la visite d'inspection du site, il a été constaté que les extincteurs ont été contrôlés le 03/02/23 par GPS.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'établir la liste des moyens de lutte contre l'incendie conformément à l'arrêté ministériel du 06/06/2018, article 9. L'exploitant transmettra cette liste et les contrôles effectués sur ces moyens de lutte à l'inspection.</p> <p>Dans le cas de l'évolution à la baisse des activités, la mise à jour du classement du site peut</p>

conduire à une modification des prescriptions réglementaires applicables. Néanmoins, cela nécessite une information de la part de l'exploitant (voir point n°1 situation administrative)
L'exploitant justifiera également que l'opérateur sur site est formé au risque incendie et à la manipulation des extincteurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 16 Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Selon l'exploitant, les seuls rejets aqueux sont relatifs aux eaux pluviales et le site est toujours équipé d'un séparateur à hydrocarbures. Ce dernier a fait l'objet d'un entretien et d'un nettoyage fin 2022.
Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre une copie du bon d'intervention de SARP ainsi que les résultats des dernières analyses sur les rejets aqueux.
Type de suites proposées : Sans suite, observations
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : L'exploitant a transmis le registre des déchets entrants du site entre le 01/01/2023 et le 22/02/2023. Les différents champs sont renseignés.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : L'exploitant a transmis le registre des déchets sortants entre le 01/01/2023 et le 22/02/2023. Tous les champs sont renseignés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion des déchets du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à</p>

leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence d'un tas de déchets en mélange. A priori des déchets non dangereux entreposés à l'extérieur.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'évacuation de ces déchets vers les filières adéquates dûment autorisées, d'en assurer la traçabilité et d'informer l'inspection de leur évacuation. Dans l'attente de leur évacuation dans un délai maximal de 3 mois, leur entreposage doit être effectué dans des conditions satisfaisantes (absence d'envols, tri, aire imperméabilisée, rétention si besoin, etc.)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE PHOTOGRAPHIQUE du 23 février 2023

Vues du site



Zone de découpe

